

RAPPORT DE LA CNUCED: UNE INTENSIFICATION DE L'AIDE ET UNE ACTION URGENTE S'IMPOSENT POUR ÉVITER UN EFFONDREMENT DE L'ÉCONOMIE PALESTINIENNE Les projections indiquent un recul économique à des niveaux jamais vus depuis une génération

A télécharger [PDF] : | [Report on UNCTAD's assistance to the Palestinian People](#) | [144 KB, 19 pages]

"L'économie palestinienne en 2006 est extrêmement vulnérable, soumise à un processus de régression que les événements récents n'ont fait qu'accélérer et aggraver".

L'économie du territoire palestinien occupé est au bord de l'effondrement, d'après un nouveau rapport de la CNUCED. La forte diminution du soutien des donateurs place l'Autorité palestinienne dans une position financière périlleuse et les projections de la CNUCED indiquent que le revenu par habitant en 2006 sera inférieur de moitié au niveau d'avant 2000, le chômage touchera la moitié de la main-d'œuvre palestinienne d'ici la fin de l'année, et deux ménages palestiniens sur trois se trouveront en dessous du seuil de pauvreté.

Le rapport annuel de la CNUCED sur l'assistance au peuple palestinien (TD/B/53/2) propose des mesures et des initiatives pour éviter un effondrement économique. Il appelle également à un renforcement du soutien des donateurs et à une action permettant de mettre davantage d'options à la disposition des décideurs palestiniens. Ce rapport sera examiné à la prochaine session de l'organe directeur de la CNUCED, le Conseil du commerce et du développement, à Genève le 29 septembre.

L'économie palestinienne: déclin et isolement

À la fin de 2005, l'économie palestinienne était déjà trop faible pour supporter une nouvelle intensification du conflit prolongé dans la région, d'après le rapport. Depuis, elle a dû faire face à une diminution de l'aide fournie par les donateurs. Le modeste redressement obtenu sur la période 2003-2005 occultait une forte diminution des capacités productives de l'économie du fait du durcissement des restrictions imposées à la mobilité, de la destruction de capital physique et de la perte de près d'un cinquième des terres agricoles de Cisjordanie en raison de la construction par Israël du mur de séparation. La croissance du revenu a principalement été attribuable à des transferts courants nets (essentiellement des fonds de donateurs) d'environ 1,3 milliard de dollars É. U. par an, équivalent à un tiers du produit intérieur brut (PIB) annuel, et elle n'a pas réussi à porter le revenu national réel par habitant au niveau enregistré il y a plus de 10 ans.

La pauvreté continue de s'étendre et de s'aggraver. Le rapport note que le revenu mensuel médian des ménages était tombé à 355 dollars par mois fin 2005, soit 30 dollars environ en dessous du seuil de pauvreté absolue de 385 dollars. Le taux global de pauvreté des ménages est passé de 61 % au dernier trimestre de 2004 à 66 % à la fin du deuxième trimestre de 2006. Les ménages ont épuisé toutes leurs stratégies de survie et sont désormais très lourdement endettés, 65 % dépendant de l'emprunt dans le secteur informel pour subsister. Le taux de chômage a diminué de 4 % en 2005 par rapport à 2004, mais il est resté à un niveau de 29 %, représentant 265 000 Palestiniens sans emploi. L'évolution économique a également été marquée par une expansion du secteur informel, qui a servi à compenser les emplois perdus en Israël et sur les marchés locaux. La désorganisation des circuits commerciaux a accru le morcellement de l'économie, chaque communauté poursuivant des objectifs limités et épuisant ses maigres ressources sans qu'il y ait de coordination avec les efforts analogues déployés par les autres communautés.

Il en a résulté une dépendance accrue à l'égard du soutien extérieur et des importations (en particulier en provenance d'Israël), comme en témoigne un déficit commercial représentant 55 % du PIB en 2005. Entre 2002 et 2005, le déficit commercial palestinien s'est creusé de 60 %, passant de 1,7 milliard de dollars à 2,7 milliards. En 2005, le déficit commercial avec Israël représentait les trois quarts du déficit commercial palestinien total. L'aide internationale apportée au peuple palestinien n'a pas été suffisante pour couvrir le déséquilibre des échanges commerciaux avec Israël. Cinquante-cinq cents de chaque dollar produit localement représentent un passif exigible vis-à-vis du reste du monde, dont 40 cents pour l'économie israélienne.

Impact de la diminution de l'aide

La cessation de la plus grande partie de l'aide internationale versée à l'Autorité palestinienne à la suite des élections palestiniennes de début 2006 fait qu'un recul économique plus fort est escompté pour l'année en cours que celui qui avait été enregistré en 2002. Les projections font prévoir un chômage, une pauvreté et des tensions sociales sans précédent. La CNUCED estime que le revenu national brut disponible (RNBD) réel par habitant ne dépassera pas 1 200 dollars environ par personne en 2007, un niveau sans précédent depuis une génération, si le niveau de l'aide est réduit de 30 % par an sur la période 2006-2008. Les pertes cumulées sur cette période sont estimées à 3,5 milliards de dollars en PIB potentiel et à 328 000 emplois potentiels perdus. Avec une réduction plus forte encore de l'aide annuelle ? de 50 % ?, la perte de PIB est estimée à 5,4 milliards de dollars sur la période, et les pertes d'emplois potentiels à 531 000. S'ajoute à cela l'affaiblissement des capacités de gestion et des capacités techniques du Gouvernement palestinien, dont le développement et le renforcement étaient l'une des priorités du soutien des donateurs depuis 1994. Ces capacités sont également essentielles au fonctionnement souverain de l'État palestinien envisagé.

D'après le rapport, même avec un scénario plus optimiste d'accroissement de l'aide, de plus grande mobilité et de reprise des transferts par Israël des recettes fiscales à l'Autorité palestinienne, il est peu probable que l'économie palestinienne parvienne à une croissance soutenue. Les projections du RNBD par habitant pour la période 2006-2008 donnent un niveau inférieur au niveau de 1999, avec des taux de chômage restant élevés. Ce qui est réellement nécessaire pour éviter une telle situation, d'après le rapport, c'est non seulement des niveaux soutenus d'aide internationale, mais aussi des mesures visant à fournir aux décideurs tout un éventail d'instruments leur permettant de remettre l'économie sur la voie d'un redressement et d'un développement durables.

Recommandations pour une action urgente

Tout en soulignant la nécessité d'une stratégie nationale de développement pour remédier aux faiblesses structurelles de l'économie, le rapport affirme que des mesures urgentes doivent être prises pour faire face à la crise actuelle. Il s'agit notamment d'intégrer dans le secteur structuré le secteur informel en tant que principal moyen d'atténuer la pauvreté et de créer des emplois, et d'adopter des politiques budgétaires prudentes pour endiguer la crise économique. Il est conseillé à l'Autorité palestinienne d'éviter de réduire les allocations destinées aux services sociaux, ainsi que sa facture de salaires. L'Autorité palestinienne devrait lier les efforts d'aide au processus budgétaire palestinien et aux objectifs de développement. Il est également nécessaire de revoir l'actuel régime commercial, qui a enfermé l'économie dans une dépendance défavorable, et de s'abstenir de toute libéralisation hâtive. Le rapport affirme également que les efforts de réforme publique devraient reposer sur une vision économique nationale afin de garantir une bonne prise en compte des impératifs stratégiques de la souveraineté nationale palestinienne et la réalisation des objectifs de développement.

Selon le rapport, le montant ou la quantité de l'aide est certes important, mais c'est la qualité qui importe le plus. Davantage d'aide n'est souhaitable que si, et seulement si, elle n'a pas d'effets de distorsion sur les potentialités et les processus de développement - c'est-à-dire, si elle aide l'Autorité palestinienne à appliquer des politiques sans effets de distorsion ou à éliminer les contraintes internes et externes qui ont de tels effets. Le mécanisme international temporaire mis en place par le Quartet pour le versement de l'aide au peuple palestinien promet d'éviter une catastrophe humanitaire et une insécurité croissante. Toutefois, la CNUCED souligne qu'il est important que ce mécanisme reste temporaire, international et un simple mécanisme, plutôt que d'être transformé en un outil permanent destiné à conditionner l'aide des donateurs au peuple palestinien ou à intégrer des critères de donateurs dans les plans palestiniens de développement.

Action de la CNUCED

Des conditions sur le terrain extrêmement défavorables ont obligé le secrétariat de la CNUCED à être de plus en plus sélectif et flexible dans ses activités d'assistance technique, mais il a néanmoins réussi à obtenir des progrès soutenus dans le territoire occupé, affirme le rapport. La CNUCED a récemment achevé la deuxième phase du projet de modernisation et d'automatisation douanières SYDONIA, avec l'installation du prototype SYDONIA++ au siège des douanes et dans trois sites pilotes. À la suite du désengagement unilatéral israélien de Gaza en septembre 2005, l'équipe SYDONIA a joué un rôle central dans la préparation des douanes palestiniennes aux besoins nouveaux à la frontière de Rafah, ainsi que dans la préparation de l'Administration palestinienne dans la perspective de la création d'un État souverain.

Le secrétariat a également achevé les activités prévues au titre du Cadre intégré pour la politique palestinienne dans les domaines de la macroéconomie, du commerce et du travail. Les capacités directives palestiniennes ont été renforcées et le cadre intégré de simulation a été installé dans plusieurs institutions et établissements de recherche palestiniens. Les activités au titre de la première phase du programme EMPRETEC Palestine ont également été achevées, avec la formation de 123 futurs chefs d'entreprise, dont 16 % de femmes. Dix ont créé leur propre entreprise et 13 ont élargi ou relancé des activités existantes.

Des progrès réguliers ont également été enregistrés concernant le Projet relatif à la création d'un conseil palestinien des chargeurs. Ce conseil a été officiellement inauguré avec l'ouverture de bureaux régionaux en Cisjordanie et à Gaza, et il répond d'ores et déjà aux problèmes signalés par ses membres. Il compte 120 membres fondateurs et a notamment déjà réussi à obtenir des journées supplémentaires d'entreposage gratuit pour les marchandises palestiniennes dans les ports israéliens. Les activités se sont poursuivies au titre du projet sur le Renforcement des capacités pour le contrôle et l'analyse financière de la dette (SYGADE), qui vise à renforcer les capacités palestiniennes en matière de gestion de la dette, de finances publiques et de planification à moyen terme.

En dépit des appels lancés par le secrétariat à la communauté des donateurs, plusieurs projets restent sans financement assuré, y compris la prochaine phase critique du projet SYDONIA. Cette situation survient à un moment où les projets de la CNUCED apportent la preuve de leur utilité croissante et montrent qu'ils sont d'importants outils pour associer les activités de secours au développement. D'après le rapport, le manque de ressources financières menace d'annihiler des années de renforcement des institutions, même dans le secteur privé.

For more information, please contact:

UNCTAD Press Office
T: +41 22 917 5828
E: unctadpress@unctad.org
Web: www.unctad.org/press